

[Texte]

The previous witnesses this morning did not agree with several measures in the new bill. In response to them a member of the committee cited a survey done by the Government of Canada in which it stated you do not agree with the bill, but 73% of Canadians support the bill. I have here the press release referring to that survey. The headline states "Seventy Three Per Cent of Canadians Support Immigration Changes". When you read the body of the press release, it states that 73% of Canadians who are aware of the recently announced amendments support these changes. When you look further in the press release, you see that 52% have no knowledge of the bill, 12% clearly recall the bill and say they support it, and 36% vaguely recall and say they support it.

When I read this press release a week ago I was extremely surprised, because very few people that I knew had read the bill, and even those who had read it had to read it over and over again because it was so complicated. It seemed to me that people who responded to this survey were acting on press releases or what they had read in the papers about the bill or what the minister said about the bill. I simply want to ask you as a preliminary question, were you aware of this survey and do you think it is a valid survey with regard to the bill? Can the government honestly say that 73% of Canadians, even of those who are aware of the bill, support the bill? How can one be really aware of the bill if they have not read it and looked into all its implications? Do you have any response to that?

It was not just this morning it was raised. It was raised again yesterday, and the minister raised it the other day. It is a survey supporting this bill.

Ms Thomas: Yes, we are aware of this survey. But we understand that the survey was taken before the bill was publicly available. Therefore, that smaller percentage of people who were aware of the bill were in fact only aware of its contents via the government press release. We question whether the government press release to which they had access included some of the details we have been able to raise in this particular presentation. For example, the press release did not inform that all avenues of appeal, as we have indicated this morning, will now be eliminated. So we are concerned that it is being quoted that 73% are in support of the bill when in fact this is a reduced percentage of a particular group who have had access to the press release. It has taken ourselves several weeks to get hold of the details and the implications in the bill.

• 1030

We also understand it has been quoted that in response to this survey, the United Nations High Commission for Refugees offered a viewpoint in supporting this bill. But again, it was based on limited information. We understand

[Traduction]

Les témoins que nous avons entendus avant vous ce matin ne sont pas d'accord avec plusieurs mesures du nouveau projet de loi. Un membre du comité leur a répondu que le gouvernement du Canada avait effectué une enquête selon laquelle, si eux-mêmes ne sont pas d'accord avec le projet de loi, il reste que 73 p. 100 des Canadiens l'appuient. J'ai ici le communiqué dans lequel il est question de cette enquête. En voici le titre: «Soixante-treize pour cent des Canadiens en faveur des modifications à la Loi sur l'immigration». Il est dit dans ce communiqué que 73 p. 100 des Canadiens qui sont au courant des modifications récemment annoncées sont en faveur de celles-ci. À la lecture du communiqué, on s'aperçoit que 52 p. 100 de la population n'était pas au courant du projet de loi, que 12 p. 100 se souvient clairement du projet de loi et dit l'appuyer et que 36 p. 100 s'en souvient vaguement et dit quand même l'appuyer.

Lorsque j'ai lu ce communiqué il y a une semaine, j'ai été extrêmement surpris, parce que très peu de gens que je connais ont lu le projet de loi et que même ceux qui l'ont lu ont eu à le relire encore et encore parce qu'il est tellement compliqué. J'ai l'impression que les gens qui ont répondu à ce sondage se sont fiés au communiqué ou à ce qu'ils avaient lu dans les journaux au sujet du projet de loi, ou encore à ce que le ministre a dit au sujet du projet de loi. Ma question préliminaire est la suivante: étiez-vous au courant de cette enquête et croyez-vous qu'elle soit valide en ce qui concerne le projet de loi? Le gouvernement peut-il honnêtement prétendre que 73 p. 100 des Canadiens, même de ceux qui étaient au courant du projet de loi, sont en faveur de celui-ci? Comment peut-on affirmer être au courant d'un projet de loi si on ne l'a pas lu et si l'on n'a pas examiné toutes ses répercussions? Qu'auriez-vous à répondre à cela?

Ce n'était pas la première fois ce matin qu'on soulevait la question. Elle l'a été hier, et le ministre l'a soulevée l'autre jour. C'est un sondage en faveur du projet de loi.

Mme Thomas: Oui, nous étions au courant de cette enquête. Nous croyons savoir, toutefois, qu'elle a été effectuée avant que le projet de loi ne soit rendu public. Par conséquent, le petit pourcentage de gens qui ont dit être au courant du projet de loi avaient en fait été informés de son contenu seulement par le biais du communiqué du gouvernement. Nous nous demandons si le communiqué de presse diffusé par le gouvernement incluait certains des détails que nous avons pu soulever dans cette présentation particulière. Par exemple, il n'y était précisé nulle part que toutes les voies d'appel, comme nous l'avons dit ce matin, seront désormais éliminées. On dit dans ce communiqué de presse que 73 p. 100 des Canadiens appuient le projet de loi alors qu'il ne s'agit là en fait que d'un pourcentage réduit d'un groupe particulier qui y a eu accès. Il nous a fallu plusieurs semaines pour obtenir les détails et en connaître plus long sur les répercussions du projet de loi.

Nous croyons également comprendre qu'il a été dit qu'en réponse à ce sondage, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'est dit lui-même d'accord avec ce projet de loi. Une fois de plus, c'était en fonction de